



DIRECTION DE L'AMENAGEMENT ET DU CADRE DE VIE

AP-2023-06- 2329

Création Emplacement Livraisons

Le Maire de la Ville de BAR-LE-DUC,

Vu le Code de la Route et notamment le chapitre 1^{er} du titre 1^{er} du livre 4 des parties législatives et réglementaire relatif aux pouvoirs de police de circulation,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2211-1, L 2212-2, L 2213-1 à L 2213-6,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié portant instruction générale sur la signalisation routière,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1, 1^{ère} à 8^{ème} partie) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977,

Considérant qu'il convient de prendre toutes les dispositions afin que les livraisons puissent se dérouler dans de bonnes conditions au droit des n° 32 et 34^{bis} avenue de la Libération, il y a lieu de réglementer le stationnement de la façon suivante :

ARRETE

- Article 1 Le stationnement des véhicules de toute nature, **à l'exception des véhicules de livraison**, est interdit **du lundi au samedi de 7h00 à 12h00 au droit des n° 32 et 34^{bis} avenue de la Libération.**
- Article 2 Tous les véhicules laissés en stationnement gênant conformément aux dispositions prises dans le présent arrêté seront susceptibles d'être enlevés et mis en fourrière, aux frais des contrevenants, outre les amendes encourues.
- Article 3 Les dispositions du présent arrêté annulent et remplacent toutes dispositions contraires. Le présent arrêté prendra effet dès la mise en place de la signalisation réglementaire par les services techniques municipaux.
- Article 4 Toute personne qui désire contester le présent arrêté peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans le délai de 2 mois à partir de la signature. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit être introduit dans les 2 mois qui suivent la réponse. L'absence de réponse au terme de 2 mois vaut rejet implicite.
- Article 5 Le présent arrêté sera porté à la connaissance du public par affichage en Mairie de BAR-LE-DUC.
- Article 6 Le Directeur Général des Services de la Ville de BAR-LE-DUC, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de la Meuse et tous les Agents de la Force Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

BAR-LE-DUC, le 12 juin 2023

POUR LE MAIRE,
L'Adjoint au Maire,

Olivier GONZATO